

Social



Vitry, le 5 mars 2012

Monsieur Hervé QUILLET
Secrétaire Général
FEDECHIMIE C.G.T.-F.O.
60, rue Vergniaud

75640 PARIS CEDEX 13

Recommandé avec A.R.

Monsieur le Secrétaire Général,

Par la présente, nous vous notifions qu'**un accord sur les salaires minima** a été signé le 9 février 2012. Nous vous communiquons un exemplaire original ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, nos sincères salutations.



Yolande BUFQUIN
Directrice du Département Social



Bruno MAROSTEGAN
Délégué Général

P.J.- 1

ACCORD SUR LES SALAIRES MINIMA

Entre

le Syndicat National du Caoutchouc et des Polymères,

UCAPLAST - Union des Syndicats des PME du Caoutchouc et de la
Plasturgie,

d'une part,

et

les Organisations Syndicales de Salariés soussignées :

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ED

US

AP

AD

Réunis en commission paritaire plénière dans le cadre de la négociation annuelle des salaires minima conventionnels, les partenaires sociaux ont procédé à l'examen des données sociales et économiques issues notamment du rapport annuel de branche d'octobre 2011.

Les partenaires sociaux sont désireux de disposer d'un accord collectif revalorisant les salaires minima conventionnels.

Par ailleurs, conformément à l'accord de branche du 4 février 2010 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les parties signataires du présent accord rappellent l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent.

Elles considèrent que le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales et demandent aux entreprises de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes afin de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article L.2241-9 du code du travail.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres des entreprises visées par l'article 1^{er} des Clauses Communes de la Convention Collective Nationale du Caoutchouc.

Article 2

Objet

Le présent accord a pour objet de revaloriser les salaires minima hiérarchiques et les taux effectifs garantis tels que définis dans les articles 15 et 16 des Clauses Communes.

Les taux effectifs garantis des coefficients 140 à 240 sont déterminés selon la formule suivante :

$$TK = T 130 + \frac{S 255 - T 130}{255 - 130} \times (K - 130)$$

dans laquelle :

- TK : Taux effectif mensuel garanti du coefficient K
- T 130 : Taux effectif mensuel garanti du coefficient 130
- S 255 : Salaire minimum hiérarchique mensuel du coefficient 255

ED

AD

43

HP.

Article 3

Valeur des salaires minima hiérarchiques et des taux effectifs garantis

La valeur des salaires minima hiérarchiques et des taux effectifs garantis sont modifiés comme suit :

- ♦ point mensuel : 6,09 € ;
- ♦ salaire minimum hiérarchique au coefficient 255 : 1 552,95€ ;
- ♦ taux effectifs garantis :
 - coefficient 130 : 1 400,00€
 - coefficient 140 : 1 412,24 €
 - coefficient 150 : 1 424,47 €
 - coefficient 160 : 1 436,71 €
 - coefficient 170 : 1 448,94 €
 - coefficient 180 : 1 461,18 €
 - coefficient 190 : 1 473,42 €
 - coefficient 215 : 1 504,01 €
 - coefficient 225 : 1 516,24 €
 - coefficient 240 : 1 534,60 €

Les valeurs ainsi fixées le sont sur la base de la durée légale du travail.

Les valeurs mensuelles tiennent compte notamment des indemnités différentielles et autres compensations liées à la réduction du temps de travail.

Article 4

Formalités de dépôt et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le Code du Travail.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension prévues au Code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date de publication au Journal Officiel de son arrêté d'extension.

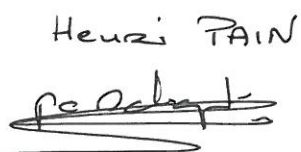
Fait à Paris, le 9 février 2012

ED
HB
HP.
AD

SNCP - Syndicat National du
Caoutchouc et des Polymères

Yolande BIZQUIN

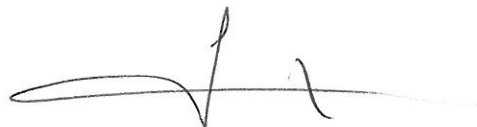

UCAPLAST - Union des Syndicats des
PME du Caoutchouc et de la Plasturgie

Henri TAIN


C F E - CGCCHIMIE

CFTC - CMTE

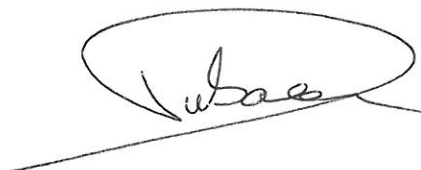
ANTONIO DA COSTA



FCE CFDT

FEDECHIMIE CGT-FO

Emmanuel DUBARRE



FNIC CGT

